

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/31144]

16 JUILLET 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers

Le Gouvernement wallon

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, les articles 1^{er}ter, 9bis, § 1^{er}, et 12ter, insérés par le décret du 14 juillet 1994 et modifiés par le décret du 16 février 2017, les articles 7, § 1^{er}, et 10, modifiés par les décrets du 14 juillet 1994, du 16 février 2017 et du 17 juillet 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mai 2020 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2025 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine ;

Vu le rapport du 9 juin 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence ;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez les sangliers dans une partie du territoire de la Région wallonne oblige le Gouvernement à prendre des dispositions en vue de freiner la propagation de la maladie, dont la délimitation d'une zone infectée et les mesures appropriées à y appliquer, telles que la suspension de la chasse et l'interdiction de l'alimentation des sangliers ;

Considérant que de telles mesures ont été prises et adaptées à plusieurs reprises en fonction de la situation sanitaire, en dernier lieu les 12 et 18 décembre 2019, ainsi que le 28 mai 2020 ;

Considérant que la lutte contre la maladie nécessite d'être extrêmement réactif au niveau des mesures que l'on adopte pour que celles-ci soient efficaces ;

Considérant que dans son avis rapide n° 09-2020 sur la réévaluation des risques de propagation en faune sauvage et d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs belges associée à une reprise conditionnelle de différentes activités en forêt, le Comité scientifique auprès de l'AFSCA recommande de n'autoriser à la chasse la chasse qu'aux autres espèces gibiers que le sanglier ;

Considérant que dans le même avis, le Comité scientifique auprès de l'AFSCA recommande en outre, comme c'est le cas avec la battue silencieuse ou la chasse à l'approche et à l'affût, que les types de chasse autorisés soient le moins dérangeants possibles pour les sangliers et que la présence de chiens soit interdite ;

Considérant que le dernier cas de sanglier abattu testé positivement vis-à-vis de la maladie remonte au 11 août 2019, mais que les derniers ossements retrouvés qui se sont avérés viropositifs remontent au 4 mars dernier ; qu'il importe donc de se montrer toujours extrêmement vigilants et de continuer à éliminer au maximum les sangliers des zones de lutte contre la peste porcine africaine, d'autant que le pays reste toujours officiellement contaminé aux yeux de la Commission européenne ;

Considérant que le bilan de l'élimination des sangliers avant les naissances de cette année n'a pu être tiré que tout dernièrement et qu'il fait apparaître qu'il subsiste encore un nombre significatif de sangliers dans certains secteurs ; qu'il convient donc à tout prix que les chasseurs poursuivent leurs efforts le plus rapidement possible et lors de la prochaine saison de chasse qui débutera le 1^{er} juillet 2020 ;

Considérant que dans un souci d'efficacité, il s'impose que les titulaires de droit de chasse concernés soient informés au plus tôt de ces mesures en vue d'organiser et d'exercer en conséquence leurs prérogatives cynégétiques lors de la prochaine saison de chasse ;

Sur la proposition de la Ministre de la Forêt, en charge de la gestion de la peste porcine africaine ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° Administration : le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;

2° centre de collecte : lieu désigné par l'Administration vers lequel les sangliers trouvés morts ou abattus dans les zones visées ci-après aux 5°, 6° et 7° doivent obligatoirement être acheminés à des fins de prélèvements d'échantillons en vue de la réalisation de tests pour la détection de la peste porcine africaine ;

3° chef de cantonnement : chef du cantonnement du Département de la nature et des forêts territorialement compétent pour la plus grande partie de la surface du territoire de chasse ;

4° formation en biosécurité : formation organisée par l'Administration concernant les règles à suivre lors de l'enlèvement et du transport des sangliers morts afin de limiter les risques de propagation de la peste porcine africaine lors de ces opérations ;

5° zone infectée : zone opérationnelle pour la gestion de l'épidémie englobant la majorité des sites où les sangliers positifs pour la peste porcine africaine ont été trouvés et correspondant à la zone infectée, dite « zone II », telle qu'arrêtée par la Commission européenne en application de la décision d'exécution 2014/709/UE concernant des mesures zoosanitaires de lutte contre la peste porcine africaine dans certains Etats membres et des décisions d'exécution ayant modifié son annexe ;

6° zone d'observation renforcée : zone opérationnelle pour la gestion de l'épidémie située à proximité immédiate de la zone infectée, dans laquelle la probabilité de retrouver des sangliers positifs pour la peste porcine africaine est élevée ;

7° zone de vigilance : zone opérationnelle pour la gestion de l'épidémie située autour de la zone d'observation renforcée, dans laquelle la probabilité de retrouver des sangliers positifs pour la peste porcine africaine est moins élevée que dans la zone d'observation renforcée ;

8° chien de courte quête : chien leueur qui a pour fonction de trouver et de débusquer le gibier recherché, et présentant un moindre risque de le poursuivre seul sur une longue distance.

Les trois zones visées à l'alinéa 1^{er}, 5°, 6° et 7°, sont décrites et représentées à l'annexe du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Du nourrissage du grand gibier*

Art. 2. Par dérogation à l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions du nourrissage du grand gibier, le nourrissage du grand gibier est interdit dans les trois zones mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}.

CHAPITRE III. — *De la chasse*

Art. 3. Par dérogation à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mai 2020 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2025, la chasse au Sanglier est interdite dans les trois zones mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, en plaine comme au bois, pour l'année cynégétique 2020-2021.

Art. 4. § 1^{er}. En zone de vigilance et en zone d'observation renforcée mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, il est interdit d'utiliser pour la chasse en battue et pour la chasse au chien courant, d'autres chiens que des chiens de courte quête.

En zone infectée mentionnée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, il est interdit d'utiliser des chiens pour la chasse en battue et pour la chasse au chien courant.

L'usage d'un chien est toutefois permis pour rechercher un gibier blessé en vue de l'achever. Si le chien utilisé n'est pas un chien de courte quête, il doit être tenu à la longe. Il peut être libéré de celle-ci uniquement pour immobiliser le gibier blessé.

§ 2. Il est interdit d'introduire dans une exploitation porcine ou de laisser approcher de porcs domestiques un chien utilisé dans la zone infectée pour la chasse ou pour la recherche d'un gibier blessé dans la zone infectée, dans les septante-deux heures qui suivent.

§ 3. Le Ministre ayant la gestion de la peste porcine dans ses attributions peut décider d'autoriser l'utilisation des chiens de courte quête en battue, sans dépasser un chien pour 2 rabatteurs dans la zone infectée mentionnée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Art. 5. Chaque titulaire de droit de chasse dans les trois zones mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, fournit au chef de cantonnement avant le 1^{er} août 2020 le calendrier prévisionnel de ses battues pour l'année cynégétique 2020-2021.

En cas d'ajout d'une ou plusieurs battues supplémentaires en cours d'année cynégétique ou en cas d'annulation d'une battue programmée, il en informe au préalable et le plus rapidement possible le chef de cantonnement.

CHAPITRE IV. — *De la destruction des sangliers à des fins de lutte contre la propagation de la peste porcine africaine*

Section 1 — De la destruction des sangliers par les titulaires de droit de chasse

Art. 6. Dans les trois zones mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, les titulaires de droit de chasse ont l'obligation de détruire les sangliers sur leur territoire.

L'objectif de cette destruction est d'éliminer totalement les sangliers de ces trois zones.

Art. 7. La destruction des sangliers peut se faire de jour comme de nuit, en plaine comme au bois.

Elle peut se faire à l'occasion de l'exercice de la chasse des espèces gibiers autres que le Sanglier.

Art. 8. La destruction des sangliers peut se faire au moyen ou à l'aide :

- 1° de filets, trappes, nasses, enclos de capture et tous autres engins permettant la capture des sangliers vivants ;
- 2° d'appâts non empoisonnés ;
- 3° de sources lumineuses ;
- 4° de produits euthanasiques ;
- 5° d'armes à feu ;
- 6° de chiens de courte quête.

Concernant le 4°, l'utilisation de produits euthanasiques est réservée uniquement à des vétérinaires.

Art. 9. Avant son transport en dehors du territoire de chasse, tout sanglier détruit doit faire l'objet d'un constat dressé par un agent de l'Administration.

Section 2 — De la destruction des sangliers à l'initiative de l'Administration

Art. 10. § 1^{er}. Dans les trois zones mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, et seulement en dehors de la période allant du 1^{er} septembre au 15 novembre 2020, l'Administration peut, dans les secteurs où il apparaît que les sangliers sont encore très présents :

- 1° ordonner aux titulaires de droit de chasse de détruire les sangliers aux conditions qu'elle fixe ;
- 2° faire détruire les sangliers par ses agents ;
- 3° se faire aider par tout détenteur d'un permis de chasse valide pour effectuer cette destruction.

Les actions de destruction visées à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3° ne peuvent être menées sur un territoire de chasse donné dans les quarante-huit heures qui précèdent une battue organisée sur ce territoire, pour autant que cette battue ait été annoncée en application de l'article 5

Les propriétaires et ayant-droits ne peuvent s'opposer à cette destruction sur leurs propriétés, sauf lorsqu'il s'agit de propriétés constitutives d'un domicile privé au sens de l'article 15 de la Constitution.

§ 2. La période visée au § 1^{er} peut être prolongée du 15 novembre 2020 au 31 décembre 2020 sur la base d'une évaluation positive de la contribution des territoires de chasse et secteurs cynégétiques concernés à la destruction du sanglier.

Cette évaluation est réalisée par l'administration sur la base des prélèvements en sangliers réalisés au 15 novembre 2020 et des comptages visés à l'article 11.

Art. 11. Afin de permettre d'identifier les secteurs visés à l'article 10 et d'apprécier l'effort de destruction entrepris par les titulaires de droit de chasse, l'Administration peut effectuer durant toute l'année cynégétique des tournées de nuit en vue de compter les sangliers sur toute propriété publique ou privée située dans les zones mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Les propriétaires et ayant-droits ne peuvent s'opposer à ces tournées sur leurs propriétés, sauf lorsqu'il s'agit de propriétés constitutives d'un domicile privé au sens de l'article 15 de la Constitution.

L'Administration évite d'organiser ces comptages sur les propriétés publiques ou privées dans les quarante-huit heures qui précèdent une battue organisée sur ces propriétés, pour autant que cette battue ait été annoncée en application de l'article 5.

Art. 12. La destruction des sangliers visée à l'article 10 se fait à l'aide des moyens mentionnés à l'article 8.

Les agents de l'Administration peuvent en outre détruire les sangliers à l'aide d'armes à feu munies de silencieux et de lunettes de visée nocturne.

CHAPITRE V. — *De la recherche des cadavres de sangliers*

Art. 13. La recherche des cadavres de sangliers dans les trois zones mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, est effectuée par les agents de l'Administration.

L'Administration peut aussi faire appel pour cette tâche au personnel de la Défense nationale, aux titulaires de droit de chasse et à leurs gardes champêtres particuliers, aux propriétaires, ainsi qu'à toute autre personne qu'elle mandate expressément à cette fin, aidée ou non par des chiens spécialisés dans la détection de cadavres de sangliers.

Art. 14. La recherche peut être pratiquée sur toute propriété publique ou privée, en ce compris les propriétés sur lesquelles le droit de chasse n'est pas exercé et les réserves naturelles.

Les propriétaires et ayant-droits ne peuvent s'opposer à cette recherche sur leurs propriétés, sauf lorsqu'il s'agit de propriétés constitutives d'un domicile privé au sens de l'article 15 de la Constitution.

CHAPITRE VI. — *De l'enlèvement et de la destination des cadavres de sangliers retrouvés morts ou abattus en destruction dans les zones de gestion de la peste porcine africaine*

Art. 15. Tout sanglier retrouvé mort dans les trois zones mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, est signalé immédiatement à l'Administration, soit en prenant directement contact avec un agent de l'Administration, soit en appelant le 1718. Il est interdit d'y toucher.

L'Administration prend les mesures nécessaires pour le transport du cadavre vers un centre de collecte.

Art. 16. Tous les sangliers abattus en destruction doivent obligatoirement être transportés en entier vers un centre de collecte désigné par l'Administration dans le respect des règles de biosécurité enseignées lors de la formation visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}. Ils ne peuvent en aucun cas être transportés en dehors des trois zones mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Les sangliers abattus en destruction dans la zone infectée et dans la zone d'observation renforcée doivent être acheminés emballés individuellement vers le centre de collecte installé dans le district routier de Virton.

L'enlèvement et le transport de ces sangliers se fait obligatoirement sous la supervision d'une personne ayant suivi la formation en biosécurité visée à l'article 1^{er}.

Art. 17. Les cadavres sont détruits sous contrôle officiel après prélèvements d'échantillons en vue de la réalisation de tests pour la détection de la peste porcine africaine.

Les prélèvements d'échantillons sur les sangliers abattus peuvent ne concerner qu'une partie d'entre eux.

CHAPITRE VII. — *De la surveillance passive du sanglier sur le reste du territoire de la Région wallonne*

Art. 18. Tout sanglier retrouvé mort en dehors des trois zones visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, est signalé immédiatement à l'Administration, soit en prenant directement contact avec un de ses agents, soit en appelant le 1718. Il est interdit d'y toucher.

L'Administration prend les mesures nécessaires pour que le sanglier fasse l'objet de prélèvements d'échantillons en vue de la réalisation de tests pour la détection de la peste porcine africaine et pour que son cadavre soit détruit sous contrôle officiel.

Le présent article ne s'applique pas aux sangliers morts à la suite d'une collision avec un véhicule.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 19. L'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers est abrogé.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 21. La Ministre de la Forêt, en charge de la gestion de la crise de la peste porcine africaine, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, 16 juillet 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 portant diverses mesures de lutte temporaires contre la peste porcine africaine chez les sangliers

Description des différentes zones définies dans le cadre de la lutte contre la peste porcine africaine

Description

A. Zone infectée

La zone infectée est délimitée extérieurement par les limites suivantes (dans le sens des aiguilles d'une montre) :

- La N88, depuis son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange jusqu'à son intersection avec la N811 au niveau de Bicaumont.
- La N811 jusqu'à son intersection avec la rue Baillet Latour.
- La rue Baillet Latour jusqu'à son intersection avec la N88.
- La N88 jusqu'à son intersection avec la N891 au niveau de Gérardville.
- La N891 jusqu'à son intersection avec la N83 au niveau de Jamoigne.
- La N83 jusqu'à son intersection avec la N85 au niveau de Florenville.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la N894.
- La N894 jusqu'à son intersection avec la rue de La Motte au niveau de Suxy.
- La rue de la Motte, puis la rue de Neufchâteau jusqu'à son intersection avec la N85 à hauteur du hameau de Hosseuse.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la route Le Scalpé au niveau du hameau de Montplainchamps.
- La route Le Scalpé puis le chemin de campagne qui prolonge vers la gauche la route Le Scalpé lorsque celle-ci rejoint la route de la Bouvière, jusqu'à son intersection avec la N801.
- La N801 jusqu'à son intersection avec la N40 au niveau de Hamipré.
- La N40 vers Offaing jusqu'à son intersection avec la A4/E25/E411.
- La A4/E25/E411 jusqu'à son intersection avec la N81 au niveau de Weyler.
- La N81 jusqu'à son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange.
- La N883 jusqu'à son intersection avec la N88.

B. Zone d'observation renforcée

La zone d'observation renforcée est délimitée par les limites suivantes (dans le sens des aiguilles d'une montre) :

Partie principale (ouest + sud + est)

- La frontière luxembourgeoise depuis son intersection avec la A4/E25/E411 au niveau de Sterpenich jusqu'à son intersection avec la frontière française.
- La frontière française jusqu'à son intersection avec la rue Mersinhat au niveau de Chassepierre.
- La rue Mersinhat jusqu'à son intersection avec la N818.
- La N818 jusqu'à son intersection avec la N83.
- La N83 jusqu'à son intersection avec la rue des Sources au niveau de Chassepierre.
- La rue des Sources, la rue Antoine, la rue de la Cure et la rue du Breux jusqu'à son intersection avec la rue Blondiau au niveau de Laiche.
- La rue Blondiau et Nouvelle Chiyue jusqu'à son intersection avec la rue de Martué au niveau de Martué.
- La rue de Martué jusqu'à son intersection avec la rue des Aubépines au niveau de Lacuisine.
- La rue des Aubépines jusqu'à son intersection avec la N85.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la rue de Neufchâteau à hauteur du hameau de Hosseuse.
- La rue de Neufchâteau, puis la rue de la Motte jusqu'à son intersection avec la N894 à Suxy.
- La N894 jusqu'à son intersection avec la N85 au niveau de Lacuisine.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la N83 au niveau de Florenville.
- La N83 jusqu'à son intersection avec la N891 au niveau de Jamoigne.
- La N891 jusqu'à son intersection avec la N88 au niveau de Gérardville.
- La N88 jusqu'à son intersection avec la rue Baillet Latour au niveau de Latour.
- La rue Baillet Latour jusqu'à son intersection avec la N811.
- La N811 jusqu'à son intersection avec la N88.
- La N88 jusqu'à son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange.
- La N883 jusqu'à son intersection avec la N81.
- La N81 jusqu'à son intersection avec la A4/E25/E411 au niveau de Weyler.
- La A4/E25/E411 jusqu'à son intersection avec la frontière luxembourgeoise au niveau de Sterpenich.

Partie Nord-Ouest

- La N801 à partir de son intersection avec la N40 au niveau de Hamipré jusqu'à son croisement à droite avec un chemin de campagne après son intersection avec la route d'Assenois.
- Ce chemin de campagne vers la route Le Scalpé, au niveau du hameau Monplainchamps.
- La route Le Scalpé jusqu'à son croisement avec la N85.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la N40 à Neufchâteau.
- La N40 jusqu'à son intersection avec la N801 à Hamipré.

Partie Nord-Est

- La A4/E25/E411 à partir de son croisement avec la N825 jusqu'à son intersection avec la N40 au niveau de la sortie Légglise.
- La N40 jusqu'à son intersection avec la N802 au niveau d'Offaing.
- La N802 jusqu'à son intersection avec la N825.
- La N825 jusqu'à son intersection avec la A4/E25/E411.

C. Zone de vigilance

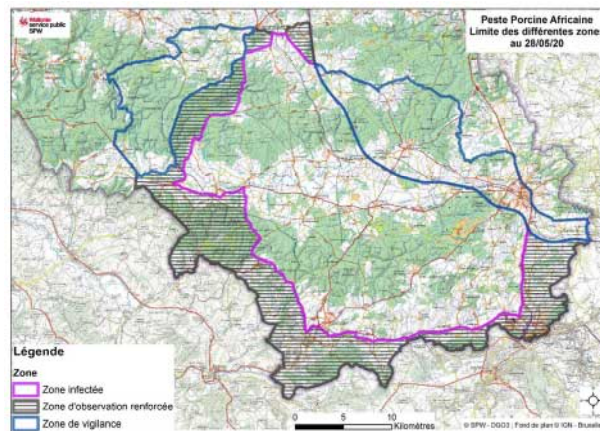
La zone de vigilance est délimitée par les limites suivantes (dans le sens des aiguilles d'une montre) :

Partie Est

- L'autoroute A4/E25/E411 depuis son intersection avec la frontière luxembourgeoise au niveau de Sterpenich jusqu'à son intersection avec la N40 au niveau de Léglise.
- La N40 jusqu'à son intersection avec la rue du Tombois au niveau de Behême.
- La rue du Tombois jusqu'à la rue du Pierroy au niveau de Louftémont.
- La rue du Pierroy, la rue Saint-Orban et la rue Saint-Aubin jusqu'à la rue des Cottages au niveau de Vlessart.
- La rue des Cottages et la rue de Relune jusqu'à son intersection avec la N867.
- La N867 jusqu'à son intersection avec la N87 au niveau d'Heinstert.
- La N87 jusqu'à son intersection avec la rue du Burgknapp à Heinstert.
- La rue du Burgknapp jusqu'à son intersection avec la rue de la Halte à Nobressart.
- La rue de la Halte jusqu'à son intersection avec la rue du Centre.
- La rue du Centre et la rue de l'Eglise jusqu' Thiaumont.
- La rue du Marquisat, la rue de la Carrière et la rue de la Lorraine jusque Lischert.
- La rue du Beynert et Millewee jusqu'à son intersection avec la N4 au niveau de Metzert.
- La N4 jusqu'à son intersection avec la frontière luxembourgeoise.
- La frontière luxembourgeoise jusqu'à son intersection avec la A4/E25/E411.

Partie Ouest

- La N83 depuis son intersection avec la rue des Sources au niveau de Chassepierre jusqu'à son intersection avec la N884.
- La N884 jusqu'à son intersection avec la N824.
- La N824 jusqu'à son intersection avec Le Routeux au niveau de Gribomont.
- Le Routeux, la rue d'Orgéo et la rue de la Vierre jusqu'à son intersection avec la rue du Bout-d'en-Bas au niveau d'Orgeo.
- La rue du Bout-d'en-Bas, la rue Sous l'Eglise, la rue Notre-Dame et la rue du Centre jusqu'à son intersection avec la N845 au niveau de Biourge.
- La N845 jusqu'à son intersection avec la N85 au niveau de Neufchâteau.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la rue des Aubépines au niveau de Lacuisine.
- La rue des Aubépines jusqu'à son intersection avec la rue de Martué.
- La rue de Martué, Nouvelle Chiyue jusqu'à son intersection avec la rue Blondiau au niveau de Laiche.
- La rue Blondiau, la rue du Breux, la rue de la Cure, la rue Antoine et la rue des Sources jusqu'à son intersection avec la N83.

Carte

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 portant diverses mesures de lutte temporaires contre la peste porcine africaine chez les sangliers.

Namur, 16 juillet 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/31144]

16. JULI 2020. — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel 1^{ter}, 9^{bis} § 1, und 12^{ter}, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, Artikel 7 § 1, und 10, abgeändert durch die Dekrete vom 14. Juli 1994, vom 16. Februar 2017 und vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Mai 2020 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2020 bis zum 30. Juni 2025;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 9. Juni 2020;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Bestätigung eines Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen in einem Teil des wallonischen Gebiets am 13. September 2018 die Regierung gemäß der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest verpflichtet, mehrere Sofortmaßnahmen gegen die Ausbreitung der Seuche zu ergreifen, einschließlich der Ausweisung eines Seuchengebiets und der Festlegung geeigneter Maßnahmen, die dort anzuwenden sind und die eine Aussetzung der Jagd und ein Verbot der Fütterung von Wildschweinen umfassen können;

In der Erwägung, dass solche Maßnahmen mehrmals je nach der Gesundheitssituation ergriffen und angepasst wurden, zuletzt am 12. und 18. Dezember 2019 und am 28. Mai 2020;

In der Erwägung, dass die Bekämpfung der Krankheit in Bezug auf die ergriffenen Maßnahmen eine große Reaktivität erfordert, damit Letztere effizient sind;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK in seinem Schnellgutachten (09-2020) über die Neubewertung der Risiken der Ausbreitung auf wild lebende Tiere und der Einführung der Afrikanischen Schweinepest in den belgischen Schweinehaltungsbetrieben in Verbindung mit einer bedingten Wiederaufnahme der verschiedenen Aktivitäten im Wald empfiehlt, nur die Jagd auf andere Wildarten als das Schwarzwild zu erlauben;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK in demselben Gutachten zudem empfiehlt, dass die genehmigten Jagdarten so wenig störend wie möglich für Wildschweine sein sollten, wie dies bei der stillen Drückjagd, der Pirsch- und Ansitzjagd der Fall ist, und dass Hunde verboten werden;

In Erwägung der Tatsache, dass der letzte Fall eines geschlachteten Wildschweins, das positiv auf die Seuche getestet wurde, auf den 11. August 2019 zurückgeht, dass aber die letzten Knochen, bei denen Viropositivität festgestellt wurde, vom 4. März dieses Jahres stammen; dass es daher wichtig ist, äußerst wachsam zu bleiben und weiterhin so viele Wildschweine wie möglich in den Zonen, wo die Afrikanische Schweinepest bekämpft wird, zu vernichten, zumal das Land in den Augen der Europäischen Kommission immer noch offiziell kontaminiert ist;

In der Erwägung, dass es erst vor kurzem möglich war, eine Bilanz für die Vernichtung des Schwarzwilds vor den diesjährigen Geburten zu ziehen, und dass sich daraus ergibt, dass es in bestimmten Gebieten immer noch eine beträchtliche Anzahl von Wildschweinen gibt; dass es daher um jeden Preis ratsam ist, dass die Jäger ihre Bemühungen so bald wie möglich und während der nächsten Jagdsaison, die am 1. Juli 2020 beginnt, fortsetzen;

In der Erwägung, dass es im Hinblick auf eine größere Wirksamkeit unerlässlich ist, die betreffenden Inhaber des Jagdrechts so bald wie möglich über diese Maßnahmen zu informieren, damit sie ihre Jagdvorrechte während der nächsten beginnenden Jagdsaison entsprechend organisieren und ausüben können;

Auf Vorschlag der Ministerin für Forstwesen, zu deren Zuständigkeitsbereich die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest gehört,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

2° Sammelstelle: von der Verwaltung bezeichneter Ort, zu dem Wildschweine, die in den unter den Ziffern 5, 6 und 7 genannten Zonen verendet aufgefunden oder erlegt wurden, zwecks der Entnahme von Proben für die Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest unbedingt befördert werden müssen;

3° Forstamtleiter : der Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen, in dessen Zuständigkeitsbereich der größte Teil der Fläche des Jagdgebiets liegt;

4° Biosicherheitsausbildung: von der Verwaltung organisierte Ausbildung in Bezug auf die Regeln für die Beseitigung und den Transport von verendeten Wildschweinen, um das Risiko der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest während dieser Maßnahmen zu begrenzen;

5° Seuchengebiet: Einsatzgebiet für die Bekämpfung der Seuche, das die meisten Gebiete umfasst, wo mit dem Virus der Afrikanischen Schweinepest infizierte Wildschweine gefunden worden sind, und das dem "Zone II" genannten Seuchengebiet in Anwendung des Durchführungsbeschlusses 2014/709/EU mit tierseuchenrechtlichen Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in bestimmten Mitgliedstaaten und der Durchführungsbeschlüssen zur Änderung seines Anhangs entspricht;

6° verstärkte Beobachtungszone: Einsatzgebiet für die Bekämpfung der Seuche, das sich in unmittelbarer Nähe des Seuchengebiets befindet und in dem die Wahrscheinlichkeit, mit dem Virus der Afrikanischen Schweinepest infizierte Wildschweine zu finden, groß ist;

7° Wachsamkeitszone: Einsatzgebiet für die Bekämpfung der Seuche, das sich rund um die verstärkte Beobachtungszone befindet und in dem die Wahrscheinlichkeit, mit dem Virus der Afrikanischen Schweinepest infizierte Wildschweine zu finden, geringer ist, als in der verstärkten Beobachtungszone;

8° unter der Flinte suchender Hund: Stöberhund, dessen Aufgabe es ist, das gesuchte Wild zu suchen und aufzustöbern, und der ein geringeres Risiko birgt, es dabei alleine über weite Strecken zu verfolgen.

Die in Absatz 1 Ziffern 5, 6 und 7 angeführten Zonen werden in dem Anhang zu dem vorliegenden Erlass beschrieben und dargestellt.

KAPITEL II. — *Fütterung von Großwild*

Art. 2 - In Abweichung von Artikel 3 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild, ist die Fütterung von Großwild in den drei in Artikel 1 Absatz 1 erwähnten Zonen untersagt.

KAPITEL III. — *Jagd*

Art. 3 - In Abweichung von Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Mai 2020 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd ist für das Jagdjahr 2020-2021 die Jagd auf Schwarzwild in den drei in Artikel 1 Absatz 1 erwähnten Zonen sowohl auf dem freien Feld als auch im Forst vom 1. Juli 2020 bis zum 30. Juni 2025 untersagt.

Art. 4 - § 1. In der Wachsamkeitszone und in der verstärkten Beobachtungszone im Sinne von Artikel 1 Absatz 1 ist es für die Treibjagd und für die Stöberjagd verboten, andere Hunde als unter der Flinte suchende Hunde zu benutzen.

In dem Seuchengebiet im Sinne von Artikel 1 Absatz 1 ist es für die Treibjagd und für die Stöberjagd verboten, Hunde zu benutzen.

Der Einsatz eines Hundes ist jedoch erlaubt, um nach verwundetem Wild zu suchen und es zu töten. Wenn der benutzte Hund kein unter der Flinte suchender Hund ist, dann muss er an der Leine gehalten werden. Er darf von seiner Leine nur befreit werden, um verletztes Wild zu immobilisieren.

§ 2. Kein Hund, der im Seuchengebiet zur Jagd oder zur Suche nach verletztem Wild im Seuchengebiet verwendet wurde, darf innerhalb von 72 Stunden danach in einen Schweinehaltungsbetrieb eingeführt oder in die Nähe von Hausschweinen gebracht werden.

§ 3. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Bekämpfung der Schweinepest gehört, ist befugt, die Benutzung von unter der Flinte suchenden Hunden bei der Treibjagd zu genehmigen, ohne jedoch einen Hund für je zwei Treiber im Seuchengebiet im Sinne von Artikel 1 Absatz 1 zu überschreiten.

Art. 5 - Jeder Inhaber des Jagdrechts in den drei in Artikel 1 Absatz 1 genannten Zonen übermittelt dem Forstamtleiter vor dem 1. August 2020 den vorläufigen Kalender seiner Treibjagden für die Jagdsaison 2020-2021.

Wenn im Laufe der Jagdsaison eine oder mehrere Treibjagden hinzugefügt werden oder wenn eine vorgesehene Treibjagd annulliert wird, benachrichtigt er im Voraus und so bald wie möglich den Forstamtleiter.

KAPITEL IV. — *Vernichtung der Wildschweine zur Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest*

Abschnitt 1. — Vernichtung der Wildschweine durch Inhaber des Jagdrechts

Art. 6 - In den drei in Artikel 1 Absatz 1 genannten Zonen haben die Inhaber des Jagdrechts die Pflicht, die Wildschweine auf ihrem Gebiet zu vernichten.

Der Zweck dieser Vernichtung besteht darin, die Wildschweine in diesen drei Zonen total zu vernichten.

Art. 7 - Die Vernichtung des Wildschweins kann bei Tag oder bei Nacht, sowohl auf dem freien Feld als auch im Forst, erfolgen.

Die Vernichtung kann während der Jagd auf andere Wildarten als Wildschweine durchgeführt werden.

Art. 8 - Die Vernichtung der Wildschweine kann erfolgen durch oder mit Hilfe von

1° Netzen, Fallen, trichterförmigen Netzen, Fangkörben und sonstigen gleichartigen Vorrichtungen, die den Fang von Wildschweinen ermöglichen,

2° nicht vergifteten Ködern,

3° Lichtquellen,

4° Euthanasiemitteln,

5° Feuerwaffen;

6° unter der Flinte suchenden Hunden.

Was Ziffer 4 betrifft, so ist die Verwendung von Euthanasiemittel ausschließlich einem Tierarzt vorbehalten.

Art. 9 - Vor dem Abtransport aus dem Jagdgebiet muss jedes Wildschwein Gegenstand einer Feststellung durch einen Bediensteten der Verwaltung sein.

Abschnitt 2. — Vernichtung der Wildschweine auf Initiative der Verwaltung

Art. 10 - § 1. In den drei in Artikel 1 Absatz 1 genannten Zonen kann die Verwaltung ausschließlich außerhalb des Zeitraums vom 1. September bis 15. November 2020 in den Sektoren, wo es offenbar noch sehr viele Wildschweine gibt,

1° den Inhabern des Jagdrechts befehlen, Wildschweine zu den von ihr festgelegten Bedingungen zu vernichten;

2° Wildschweine durch ihre Bediensteten vernichten lassen;

3° sich zwecks dieser Vernichtung von jeglichem Inhaber einer gültigen Jagdgenehmigung helfen lassen.

In einem Jagdgebiet dürfen die in Absatz 1 Ziffern 2 und 3 genannten Vernichtungsmaßnahmen nicht innerhalb von achtundvierzig Stunden vor einer auf diesem Jagdgebiet organisierten Treibjagd durchgeführt werden, unter der Voraussetzung, dass diese Treibjagd gemäß Artikel 5 angekündigt worden ist.

Die Eigentümer und Rechtsinhaber dürfen sich dieser Vernichtung auf ihrem Waldbesitz nicht widersetzen, mit Ausnahme in den Besitztümern, die eine Privatwohnung im Sinne von Artikel 15 der Verfassung darstellen.

§ 2. Der in § 1 genannte Zeitraum kann auf der Grundlage einer positiven Bewertung des Beitrags der betreffenden Jagdgebiete und weidmännischen Sektoren vom 15. November 2020 bis zum 31. Dezember 2020 verlängert werden.

Diese Bewertung wird von der Verwaltung vorgenommen und basiert auf den bis 15. November 2020 durchgeführten Wildschweinproben und den Zählungen nach Artikel 11.

Art. 11 - Um die Ermittlung der in Artikel 10 genannten Sektoren zu ermöglichen und die von den Inhabern des Jagdrechts unternommenen Vernichtungsanstrengungen zu bewerten, kann die Verwaltung während des gesamten Jagdjahres Nachtrundgänge zur Zählung von Schwarzwild auf allen öffentlichen oder privaten Grundstücken durchführen, die sich in den in Artikel 1 Absatz 1 genannten Zonen befinden.

Die Eigentümer und Rechtsinhaber dürfen sich diesen Rundgängen auf ihrem Waldbesitz nicht widersetzen, mit Ausnahme in den Besitztümern, die eine Privatwohnung im Sinne von Artikel 15 der Verfassung darstellen.

Die Verwaltung vermeidet es, solche Zählungen auf öffentlichen oder privaten Grundstücken innerhalb von achtundvierzig Stunden vor einer auf diesen Grundstücken organisierten Treibjagd zu organisieren, unter der Voraussetzung, dass diese Treibjagd gemäß Artikel 5 angekündigt worden ist.

Art. 12 - Die Vernichtung der Wildschweine nach Artikel 10 erfolgt anhand der in Artikel 8 genannten Mittel.

Die Bediensteten der Verwaltung sind zudem befugt, Wildschweine anhand von mit einem Schalldämpfer ausgestatteten Feuerwaffen zu vernichten.

KAPITEL V. — *Suche nach verendeten Wildschweinen*

Art. 13 - Die Suche nach verendeten Wildschweinen in den drei in Artikel 1 Absatz 1 genannten Zonen wird von den Bediensteten der Verwaltung vorgenommen.

Die Verwaltung kann sich diesbezüglich an die Personalmitglieder der Landesverteidigung, die Inhaber von Jagdrechten und deren Privatfeldhüter, die Eigentümer und jede sonstige Person wenden, die sie zu diesem Zweck ausdrücklich beauftragt, dies mit oder ohne Beteiligung von Hunden, die auf das Aufspüren von verendeten Wildschweinen abgerichtet sind.

Art. 14 - Die Suche kann auf jeglichem öffentlichem oder privatem Eigentum, einschließlich auf Eigentum, auf dem das Jagdrecht nicht ausgeübt wird, sowie in den Naturschutzgebieten durchgeführt werden.

Die Eigentümer und Rechtsinhaber dürfen sich dieser Suche auf ihrem Waldbesitz nicht widersetzen, mit Ausnahme in den Besitztümern, die eine Privatwohnung im Sinne von Artikel 15 der Verfassung darstellen.

KAPITEL VI. — *Beseitigung und Zweckbestimmung der in den Gebieten zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest verendet aufgefundenen oder im Rahmen einer Vernichtungsmaßnahme erlegten Wildschweine*

Art. 15 - Jedes Wildschwein, das in den drei in Artikel 1 Absatz 1 genannten Zonen tot aufgefunden wird, ist unverzüglich der Verwaltung zu melden, entweder durch direkte Kontaktaufnahme mit einem Bediensteten der Verwaltung oder durch Anruf an die Nummer 1718. Es ist untersagt, das Tier zu berühren.

Die Verwaltung trifft die erforderlichen Maßnahmen, um den Tierkörper zu einer Sammelstelle zu bringen.

Art. 16 - Alle im Rahmen einer Vernichtungsmaßnahme erlegten Wildschweine müssen ganz und unter Einhaltung der während der in Artikel 1 Absatz 1 genannten Ausbildung gelehrtten Regeln in Sachen Biosicherheit in eine von der Verwaltung bezeichnete Sammelstelle transportiert werden. Sie dürfen unter keinen Umständen außerhalb der in Artikel 1 Absatz 1 genannten drei Zonen transportiert werden.

Die im Rahmen einer Vernichtungsmaßnahme in dem Seuchengebiet und in der verstärkten Beobachtungszone erlegten Wildschweine müssen einzeln umhüllt zur Sammelstelle im Straßenbezirk Virton transportiert werden.

Die Beseitigung und der Transport dieser Wildschweine muss unter der Aufsicht einer Person erfolgen, die die Sicherheitsausbildung gemäß Artikel 1 absolviert hat.

Art. 17 - Nach der Probenahme im Hinblick auf die Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest werden die Tierkörper unter amtlicher Kontrolle vernichtet.

Die Probenahmen an erlegten Wildschweinen können nur einen Teil der Tiere betreffen.

KAPITEL VII. — *Passive Überwachung der Wildschweine auf dem übrigen Gebiet der Wallonischen Region*

Art. 18 - Jedes Wildschwein, das außerhalb der drei in Artikel 1 Absatz 1 genannten Zonen tot aufgefunden wird, ist unverzüglich der Verwaltung zu melden, entweder durch direkte Kontaktaufnahme mit einem Bediensteten der Verwaltung oder durch Anruf an die Nummer 1718. Es ist untersagt, das Tier zu berühren.

Die Verwaltung trifft die erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass das Wildschwein Gegenstand einer Probenahme im Hinblick auf die Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest ist und der Tierkörper unter amtlicher Kontrolle vernichtet wird.

Der vorliegende Artikel ist nicht anwendbar auf Wildschweine, die nach einem Verkehrsunfall verendet sind.

KAPITEL VIII. — *Schlussbestimmungen*

Art. 19 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen wird aufgehoben.

Art. 20 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 21 - Die Ministerin für Forstwesen, zu deren Zuständigkeitsbereich die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Juli 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2020 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen

Beschreibung der verschiedenen Zonen, die im Rahmen der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest festgelegt wurden

Beschreibung

A. Seuchengebiet

Die Außengrenzen des Seuchengebiets verlaufen im Uhrzeigersinn wie folgt:

- die N88 von der Kreuzung mit der N833 auf Höhe von Aubange bis zur Kreuzung mit der N811 auf Höhe von Bicaumont.

- die N811 bis zur Kreuzung mit der rue Baillet Latour.

- die rue Baillet Latour bis zur Kreuzung mit der N88.

- die N88 bis zur Kreuzung mit der N891 auf Höhe von Gérouville.

- die N891 bis zur Kreuzung mit der N83 auf Höhe von Jamoigne.

- die N83 bis zur Kreuzung mit der N85 auf Höhe von Florenville.

- die N85 bis zur Kreuzung mit der N894.

- die N894 bis zur Kreuzung mit der rue de la Motte auf Höhe von Suxy.

- die rue de la Motte, dann die rue de Neufchâteau bis zur Kreuzung mit der N85 auf Höhe des Weilers Hosseuse.

- die N85 bis zur Kreuzung mit der route Le Scalpé auf Höhe des Weilers Montplainchamps.

- die route Le Scalpé, dann der Feldweg, der diese Straße nach links verlängert, wenn sie auf die route de la Bouvière trifft, bis zu ihrer Kreuzung mit der N801.

- die N801 bis zur Kreuzung mit der N40 auf Höhe von Hamipré.

- die N40 in Richtung Offaing bis zur Kreuzung mit der A4/E25/E411.

- die A4/E25/E411 bis zur Kreuzung mit der N81 auf Höhe von Weyler.

- die N81 bis zur Kreuzung mit der N883 auf Höhe von Aubange.

- die N883 bis zur Kreuzung mit der N88.

B. Verstärkte Beobachtungszone

Die Grenzen der verstärkten Beobachtungszone verlaufen im Uhrzeigersinn wie folgt:

Hauptteil (Westen-Süden+Osten)

- die luxemburgische Grenze von der Kreuzung mit der A4/E25/E411 auf Höhe von Sterpenich bis zur Kreuzung mit der französischen Grenze.

- die französische Grenze bis zur Kreuzung mit der rue Mersinhat auf Höhe von Chassepierre.

- die rue Mersinhat bis zur Kreuzung mit der N818.

- die N818 bis zur Kreuzung mit der N83.

- die N83 bis zur Kreuzung mit der rue des Sources auf Höhe von Chassepierre.

- die rue des Sources, die rue Antoine, die rue de la Cure und die rue du Breux bis zur Kreuzung mit der rue Blondiau auf Höhe von Laiche.

- die rue Blondiau und die Nouvelle Chiyue bis zur Kreuzung mit der rue de Martué auf Höhe von Martué.

- die rue Martué bis zur Kreuzung mit der rue des Aubépines auf Höhe von Lacuisine.

- die rue des Aubépines bis zur Kreuzung mit der N85.

- die N85 bis zur Kreuzung mit der rue de Neufchâteau auf Höhe des Weilers Hosseuse.

- die rue de Neufchâteau, dann die rue de la Motte bis zur Kreuzung mit der N894 in Suxy.

- die N894 bis zur Kreuzung mit der N85 auf Höhe von Lacuisine.

- die N85 bis zur Kreuzung mit der N83 auf Höhe von Florenville.

- die N83 bis zur Kreuzung mit der N891 auf Höhe von Jamoigne.

- die N891 bis zur Kreuzung mit der N88 auf Höhe von Gérouville.

- die N88 bis zur Kreuzung mit der rue Baillet Latour auf Höhe von Latour.

- die rue Baillet Latour bis zur Kreuzung mit der N811.

- die N811 bis zur Kreuzung mit der N88.

- die N88 bis zur Kreuzung mit der N883 auf Höhe von Aubange.

- die N883 bis zur Kreuzung mit der N81.

- die N81 bis zur Kreuzung mit der A4/E25/E411 auf Höhe von Weyler.

- die A4/E25/E411 bis zur Kreuzung mit der luxemburgischen Grenze auf Höhe von Sterpenich.

Nordwestlicher Teil

- die N801 ab ihrer Kreuzung mit der N40 auf Höhe von Hamipré bis zur Kreuzung rechts mit einem Feldweg nach ihrer Kreuzung mit der route d'Assenois.

- dieser Feldweg in Richtung der route Le Scalpé auf Höhe des Weilers Montplainchamps.

- die route Le Scalpé bis zur Kreuzung mit der N85.

- die N85 bis zur Kreuzung mit der N40 auf Höhe von Neufchâteau.

- die N40 bis zur Kreuzung mit der N801 in Hamipré.

Nordöstlicher Teil

- die A4/E25/E411 ab der Kreuzung mit der N825 bis zur Kreuzung mit der N40 auf Höhe der Ausfahrt Léglise.

- die N40 bis zur Kreuzung mit der N802 auf Höhe von Offaing.

- die N802 bis zur Kreuzung mit der N825.

- die N825 bis zur Kreuzung mit der A4/E25/E411.

C. Wachsamkeitszone

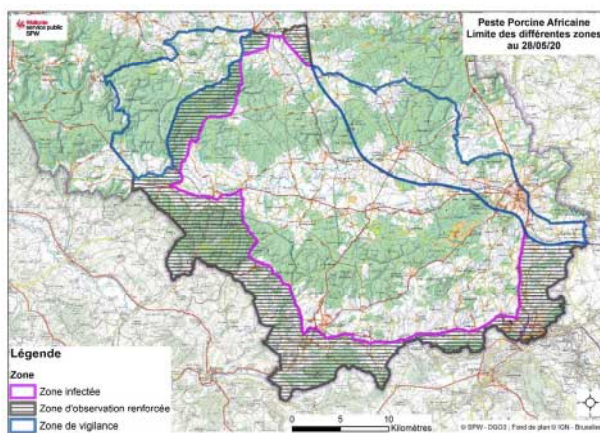
Die Grenzen der Wachsamkeitszone verlaufen im Uhrzeigersinn wie folgt:

Östlicher Teil

- die Autobahn A4/E25/E411 von der Kreuzung mit der luxemburgischen Grenze auf Höhe von Sterpenich bis zur Kreuzung mit der N40 auf Höhe von Léglise.
- die N40 bis zur Kreuzung mit der rue du Tombois auf Höhe von Behême.
- die rue du Tombois bis zur la rue du Pierroy auf Höhe von Louftémont.
- die rue du Pierroy, die rue Saint-Orban und die rue Saint-Aubin bis zur rue des Cottages auf Höhe von Vlessart.
- die rue des Cottages und die rue de Relune bis zur Kreuzung mit der N867.
- die N867 bis zur Kreuzung mit der N87 auf Höhe von Heinstert.
- die N87 bis zur Kreuzung mit der rue du Burgknapp in Heinstert.
- die rue du Burgknapp bis zur Kreuzung mit der rue de la Halte in Nobressart.
- die rue de la Halte bis zur Kreuzung mit der rue du Centre.
- die rue du Centre und die rue de l'Eglise bis Thiaumont.
- die rue du Marquisat, die rue de la Carrière und die rue de la Lorraine bis Lischert.
- die rue du Beynert et Millewee bis zur Kreuzung mit der N4 auf Höhe von Metzert.
- die N4 bis zur Kreuzung mit der luxemburgischen Grenze.
- die luxemburgische Grenze bis zur Kreuzung mit der A4/E25/E411.

Westlicher Teil

- die N83 von der Kreuzung mit der la rue des Sources auf Höhe von Chassepierre bis zur Kreuzung mit der N884.
- die N884 bis zur Kreuzung mit der N824.
- die N824 bis zur Kreuzung mit Le Routeux auf Höhe von Gribomont.
- Le Routeux, die rue d'Orgéo und die rue de la Vierre bis zur Kreuzung mit der rue du Bout-d'en-Bas auf Höhe von Orgeo;
- die rue du Bout-d'en-Bas, die rue Sous l'Eglise, die rue Notre-Dame und die rue du Centre bis zur Kreuzung mit der N845 auf Höhe von Biourge.
- die N845 bis zur Kreuzung mit der N85 auf Höhe von Neufchâteau.
- die N85 bis zur Kreuzung mit der rue des Aubépines auf Höhe von Lacuisine.
- die rue des Aubépines bis zur Kreuzung mit der rue de Martué.
- die rue de Martué, die Nouvelle Chiyue bis zur Kreuzung mit der rue Blondiau auf Höhe von Laiche.
- die rue Blondiau, die rue du Breux, die rue de la Cure, die rue Antoine und die rue des Sources bis zur Kreuzung mit der N83.

Karte

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2020 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 16. Juli 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/31144]

16 JULI 2020. — Besluit van de Waalse Regering houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, inzonderheid op artikel 1^{ter}, 9^{bis}, § 1, en 12^{ter}, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, de artikelen 7, § 1, en 10, gewijzigd bij de decreten van 14 juli 1994, 16 februari 2017 en 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 mei 2020 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2020 tot 30 juni 2025 vastgelegd worden ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen;

Gelet op het rapport van 9 juni 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1 ;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ;

Overwegende dat, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot besmettelijke varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, de bevestiging, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest onder wilde zwijnen op een deel van het grondgebied van het Waalse Gewest de Regering ertoe noopt, onmiddellijk meerdere maatregelen te nemen om de verspreiding van de ziekte af te remmen, waaronder de afbakening van een geïnfecteerd gebied en aangepaste, daar toe te passen, maatregelen, waaronder de opschorting van de jacht en het verbod tot bijvoeden van de wilde zwijnen ;

Overwegende dat dergelijke maatregelen meermaals zijn genomen en aangepast aan de gezondheidssituatie, voor het laatst op 12 en 18 december 2019 en 28 mei 2020 ;

Overwegende dat de bestrijding van de ziekte een hoge mate van reactievermogen vereist bij de aangenomen maatregelen opdat ze doeltreffend zouden zijn ;

Overwegende dat het Wetenschappelijk Comité bij het FAVV in zijn sneladvies (09-2020), over de herevaluatie van de risico's van verspreiding in de wilde fauna en van de introductie van Afrikaanse varkenspest in Belgische in varkensbedrijven gelinkt aan het hernemen van bosbouwwerkzaamheden, aanbeveelt om de jacht enkel toe te staan voor andere wildsoorten dan wilde zwijnen;

Overwegende dat het Wetenschappelijk Comité van het FAVV in hetzelfde advies ook aanbeveelt, zoals het geval is met de stille drukjacht of de bers- en loerjacht, dat de toegestane soorten jacht zo weinig mogelijk storend zijn voor wilde zwijnen en dat de aanwezigheid van honden wordt verboden.

Overwegende dat het laatste geval van geslachte wilde zwijn dat positief op de ziekte is getest, dateert van 11 augustus 2019, maar dat de laatste botten die viropositief zijn bevonden, dateren van 4 maart van dit jaar; dat het daarom belangrijk is om uiterst waakzaam te blijven en zo veel mogelijk wilde zwijnen uit de gebieden waar Afrikaanse varkenspest wordt bestreden te blijven verwijderen, vooral omdat het land in de ogen van de Europese Commissie nog steeds officieel besmet is;

Overwegende dat het pas recentelijk mogelijk is geweest een balans op te stellen voor de eliminatie van wilde zwijnen vóór de geboorten van dit jaar en dat er in bepaalde gebieden nog aanzienlijke aantallen wilde zwijnen blijven te zijn; dat de jagers hun inspanningen daarom koste wat het kost zo snel mogelijk en tijdens het volgende jachtseizoen, dat op 1 juli 2020 begint, moeten voortzetten ;

Overwegende dat het met het oog op doelgerichtheid onontbeerlijk is dat de betrokken houders van het jachtrecht zo vroeg mogelijk worden ingelicht over bedoelde maatregelen met het oog op de dienovereenkomstige organisatie en uitoefening van hun jachtprerogatieven tijdens het komend jachtseizoen;

Op de voordracht van de Minister van Bossen belast met het beheer van de Afrikaanse varkenspest ;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Administratie : de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu ;

2° inzamelcentrum : plaats, aangewezen door de administratie, waar de dood aangetroffen of gedode wilde zwijnen uit de gebieden bedoeld in 5°, 6° en 7° verplicht naartoe gevoerd dienen te worden met het oog op het afnemen van stalen waarmee Afrikaanse varkenspest kan worden opgespoord;

3° houtvester : de houtvester van het Departement Natuur en Bossen territoriaal bevoegd voor het merendeel van het areaal van het jachtgebied ;

4° opleiding in de bioveiligheid : opleiding, georganiseerd door de administratie, betreffende de regels, welke in acht te nemen zijn bij het weghalen en afvoeren van dode wilde zwijnen om de risico's op verspreiding van Afrikaanse varkenspest bij deze verrichtingen te beperken;

5° geïnfecteerd gebied : operationeel gebied voor de beheersing van de epidemie rekening houdend met de meerderheid van de sites waar op Afrikaanse varkenspest positief bevonden wilde zwijnen zijn aangetroffen en dat overeenkomt met het geïnfecteerd gebied, bekend als "zone II", zoals vastgesteld door de Europese Commissie overeenkomstig het uitvoeringsbesluit 2014/709/EU betreffende maatregelen op het gebied van de diergezondheid in verband met Afrikaanse varkenspest in sommige lidstaten en de uitvoeringsbesluiten tot wijziging van de bijlage bij dat besluit;

6° versterkt observatiegebied: operationeel gebied voor de beheersing van de epidemie, gelegen rondom het geïnfecteerd gebied, waarin de waarschijnlijkheid dat op Afrikaanse varkenspest positief reagerende wilde zwijnen aangetroffen zullen worden, hoog is;

7° waakzaamheidsgebied: operationeel gebied voor de beheersing van de epidemie, gelegen rondom het verstrekt observatiegebied, waarin de waarschijnlijkheid dat op Afrikaanse varkenspest positief reagerende wilde zwijnen aangetroffen zullen worden, minder hoog is dan in het versterkt observatiegebied;

8° voorstaande jachthond : drijvende hond die het wild opspoot en opjaagt en die minder risico's met zich meebrengt om het alleen over een lange afstand te achtervolgen.

De drie gebieden bedoeld in lid 1, 5°, 6° en 7° worden omschreven en afgebeeld in de bijlage bij dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Bijvoederen van grof wild*

Art. 2. In afwijking van artikel 3, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild, is bijvoeding van grof wild verboden in de drie gebieden bedoeld in artikel 1, lid 1.

HOOFDSTUK III. — *Jacht*

Art. 3. In afwijking van artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 29 mei 2020 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2020 tot 30 juni 2025 vastgelegd worden, wordt de jacht op wild zwijn verboden in de drie gebieden vermeld in artikel 1, eerste lid, zowel in open veld als in bossen, voor het jachtjaar 2020-2021.

Art. 4. § 1. Het is verboden de drijfjacht en de jacht met drijfjacht met andere honden dan voorstaande hond uit te oefenen in het versterkt observatiegebied en in het waakzaamheidsgebied vermeld in artikel 1, eerste lid.

In geïnfecteerd gebied vermeld in artikel 1, eerste lid, is het verboden honden te gebruiken voor de drijfjacht en de jacht met drijfjacht.

De inzet van een hond wordt evenwel toegelaten met het oog op het zoeken naar gewond wild om het af te maken. Als de hond die gebruikt wordt geen voorstaande jachthond is, moet hij aan de leiband worden gehouden. De hond mag enkel vrijgelaten worden om het gewonde wild onbeweeglijk te maken.

§ 2. Het is verboden een hond die in het geïnfecteerd gebied voor jacht of voor het opsporen van gewond wild in het geïnfecteerd gebied gebruikt wordt in een varkensfokkerij binnen te brengen of in aanraking te laten komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op het bezoek van het bedoelde gebied.

§ 3. De Minister bevoegd voor het beheer van de varkenspest kan beslissen om voorstaande honden voor de drijfjacht in te zetten zonder meer dan één hond voor twee drijvers te mogen inzetten in het geïnfecteerd gebied vermeld in artikel 1, lid 1.

Art. 5. Elke houder van het jachtrecht in de drie zones vermeld in artikel 1, lid 1, verstrekt de houtvester voor 1 augustus 2020 de kalender met de door hem geplande drijfjachten voor het jachtjaar 2020-2021.

Indien er één of meerdere bijkomende drijfjachten worden toegevoegd in de loop van het jachtjaar of bij afgelasting van een geprogrammeerde drijfjacht, licht hij vooraf en zo spoedig mogelijk de houtvester daarover in.

HOOFDSTUK IV. — *Vernietiging van wilde zwijnen voor de bestrijding van de verspreiding van Afrikaanse varkenspest*

Afdeling 1. — Vernietiging van wilde zwijnen door jachtrechthouders

Art. 6. In de drie zones vermeld in artikel 1, lid 1, hebben de jachtrechthouders de verplichting om de wilde zwijnen op hun grondgebied te vernietigen.

Doel van deze vernietiging is, de wilde zwijnen in deze drie zones volledig uit te roeien.

Art. 7. De vernietiging kan zowel overdag als 's nachts plaatsvinden, in open veld als in bossen.

Zij kan verricht worden bij het uitoefenen van de jacht op andere wildsoorten dan wild zwijn.

Art. 8. Voor de vernietiging kunnen als middelen of hulpmiddelen worden ingezet:

1° 1° netten, valluiken, fuiken, specifiek voor gevangenneming omheinde stukken land en alle andere middelen om de wilde zwijnen levend gevangen te nemen;

2° 2° niet-vergiftigde lokmiddelen ;

3° 3° lichtbronnen ;

4° 4° euthanaserende producten ;

5° vuurwapens ;

6° voorstaande jachthonden.

Betreffende 4° is het gebruik van euthanaserende producten enkel aan veeartsen voorbehouden.

Art. 9. Voordat het vernietigd wild zwijn uit het jachtgebied wordt afgevoerd, dient een vaststelling te worden opgemaakt door een personeelslid van de Administratie.

Afdeling 2. — Vernietiging van wilde zwijnen op initiatief van de administratie

Art. 10. § 1. In de drie zones vermeld in artikel 1, lid 1, en enkel buiten de periode van 1 september tot 15 november 2020, kan de administratie in de sectoren waar blijkt dat de wilde zwijnen nog sterk aanwezig zijn :

1° de jachtrechthouders bevelen om op de door haar vastgestelde voorwaarden de wilde zwijnen te vernietigen ;

2° de wilde zwijnen te laten vernietigen door haar personeelsleden ;

3° zich te laten helpen door iedere houder van een geldige jachtvergunning om die vernietiging uit te voeren.

De vernietigungsacties bedoeld in lid 1, 2° en 3°, kunnen niet op een bepaald jachtgebied gevoerd worden binnen de achtenveertig uur voorafgaand aan een drijfjacht georganiseerd op dat gebied, voor zover die drijfjacht overeenkomstig artikel 5 is aangekondigd.

De eigenaars en rechthebbenden kunnen zich niet verweren tegen de vernietigingsverrichting, op hun eigendommen behoudens in de eigendommen die een privé-woonst vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

§ 2. De periode bedoeld in § 1 kan van 15 november 2020 tot 31 december 2020 verlengd worden op grond van een positieve beoordeling van de bijdrage van de betrokken jachtgebieden en -sectoren tot de vernietiging van wild zwijn.

Deze beoordeling wordt door de administratie uitgevoerd op grond van het op 15 november 2020 uitgevoerd afschotplan betreffende wilde zwijnen en van de tellingen bedoeld in artikel 11.

Art. 11. Om de sectoren bedoeld in artikel 10 te kunnen identificeren en de bij de vernietigingsoperatie door de jachtrechthouders geleverde inspanningen te kunnen beoordelen, kan de administratie gedurende het hele jachtjaar nachtrondes verrichten met het oog op de tellingen van de wilde zwijnen aanwezig op de publieke of publieke eigendom gelegen in de zones vermeld in artikel 1, lid 1.

De eigenaars en rechthebbenden kunnen zich niet verweren tegen deze rondes op hun eigendommen behoudens in de eigendommen die een privé-woonst vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

De administratie vermijdt om deze tellingen te organiseren op de publieke of privé-eigendommen binnen de achtenveertig uur voorafgaand aan een drijfjacht georganiseerd op deze eigendommen, voor zover die drijfjacht overeenkomstig artikel 5 is aangekondigd.

Art. 12. Het vernietigen van wilde zwijnen bedoeld in artikel 10 gebeurt met behulp van de middelen vermeld in artikel 8.

De personeelsleden van de administratie kunnen daarnaast de wilde zwijnen vernietigen met behulp van vuurwapens, voorzien van geluiddempers en nachtkijkers.

HOOFDSTUK V. — *Opsporen van kadavers van wilde zwijnen*

Art. 13. Het opsporen van de kadavers van wilde zwijnen in de drie zones vermeld in artikel 1, lid 1, gebeurt door de personeelsleden van de administratie.

De administratie kan voor deze taak eveneens een beroep doen op het personeel van Defensie, op de houders van jachtrecht en op hun particuliere veldwachters, op de eigenaars en op iedere andere persoon die zij daar uitdrukkelijk toe machtigt, al dan niet met de bijstand van honden opgeleid voor het opsporen van kadavers van wilde zwijnen.

Art. 14. Het opsporen kan worden verricht op iedere publieke of privé-eigendom, met inbegrip van de eigendommen waarop het jachtrecht niet wordt uitgeoefend, en in de natuurreservaten.

De eigenaars en rechthebbenden kunnen zich niet verweren tegen de vernietigingsverrichting, op hun eigendommen behoudens in de eigendommen die een privé-woonst vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

HOOFDSTUK VI. — *Afvoeren en bestemming van de kadavers van wilde zwijnen, dood aangetroffen of in een vernietigingsoperatie afgeschoten in de zones onder Afrikaanse varkenspestbeheer*

Art. 15. Elk dood aangetroffen wild zwijn in de drie zones, vermeld in artikel 1, lid 1 wordt onmiddellijk aan de administratie gemeld, ofwel door rechtstreeks contact op te nemen met een personeelslid van de administratie, ofwel door het nummer 1718 op te bellen. Het aanraken ervan is verboden.

De administratie neemt de nodige maatregelen voor het vervoer van het kadaver naar een inzamelcentrum.

Art. 16. Ieder in een vernietigingsverrichting afgemaakt wild zwijn wordt verplicht geheel naar een door de administratie aangewezen inzamelcentrum vervoerd met inachtneming van de bioveiligheidsregels die onderricht worden tijdens de opleiding bedoeld in artikel 1, lid 1. Ze mogen in geen geval buiten de drie in artikel 1, eerste lid, genoemde zones worden vervoerd.

De wilde zwijnen, afgeschoten in een vernietigingsoperatie in geïnfecteerd gebied en in het versterkt observatiegebied, dienen individueel ingepakt vervoer te worden naar het inzamelcentrum, gevestigd in het wegendistrict Verviers.

Het verwijderen en de afvoer van deze wilde zwijnen wordt verplicht onder het toezicht verricht van een persoon die de bioveiligheidsopleiding bedoeld in artikel 1 heeft gevolgd.

Art. 17. Na staalafnames met het oog op testen voor het opsporen van Afrikaanse varkenspest worden de kadavers onder officiële controle vernietigd.

De staalafnames op de afgeschoten wilde zwijnen kunnen enkel op een deel ervan betrekking hebben.

HOOFDSTUK VII. — *Passief toezicht op het overige grondgebied van het Waalse Gewest*

Art. 18. Elk dood aangetroffen wild zwijn buiten de drie zones, vermeld in artikel 1, lid 1, wordt onmiddellijk aan de administratie gemeld, ofwel door rechtstreeks contact op te nemen met een personeelslid van de administratie, ofwel door het nummer 1718 op te bellen. Het aanraken ervan is verboden.

De administratie neemt de nodige maatregelen om staalafnames bij wild zwijn te verrichten met het oog op testen voor het opsporen van Afrikaanse varkenspest en om de kadavers onder officiële controle te vernietigen.

Dit artikel is niet van toepassing op wilde zwijnen, dood na door een voertuig te zijn aangereden.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 19. Het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen wordt opgeheven.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 21. De Minister van Bossen, belast met het beheer van de Afrikaanse varkenspestcrisis is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2020 houdende verscheidene maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.

Omschrijving van de verschillende gebieden, omschreven in het kader van de bestrijding van Afrikaanse varkenspest

Omschrijving

A. Geïnfecteerd gebied

Het geïnfecteerd gebied wordt aan de buitenkant afgebakend door volgende grenzen (in wijzerzin) :

- De N88, vanaf het kruispunt met de N883 ter hoogte van Aubange tot aan het kruispunt met de N811 ter hoogte van Bicaumont.

- De N811 tot aan de kruising ervan met de rue Baillet Latour.

- De rue Baillet Latour tot aan de kruising ervan met de N88.

- De N88 tot aan de kruising ervan met de N891 ter hoogte van Gérouville.

- De N891 tot aan de kruising ervan met de N83 ter hoogte van Jamoigne.

- De N83 tot aan de kruising ervan met de N85 ter hoogte van Florenville.

- De N85 tot aan de kruising ervan met de N894.

- De N894 tot aan de kruising ervan met de rue de la Motte ter hoogte van Suxy.

- De rue de la Motte, dan de rue de Neufchâteau tot aan de kruising ervan met de N85 ter hoogte van het gehucht Hosseuse.

- De N85 tot aan de kruising ervan met de route Le Scalpé ter hoogte van het gehucht Montplainchamps.

- De route Le Scalpé, dan de landweg die deze weg bij de aansluiting met la route Le Scalpé naar links verlengt, tot aan de kruising ervan met de N801.

- De N801 tot aan de kruising ervan met de N40 ter hoogte van Hamipré.

- de N40 richting Offaing tot aan de kruising ervan met de A4/E25/E411 ;

- De A4/E25/E411 tot aan de kruising ervan met de N81 ter hoogte van Weyler.

- De N81 tot aan de kruising ervan met de N883 ter hoogte van Aubange.

- De N883 tot aan de kruising ervan met de N88.

B. Versterkt observatiegebied

Het versterkt observatiegebied wordt afgebakend door volgende grenzen (in wijzerzin) :

Hoofddeel (westen + zuiden + oosten)

- De Luxemburgse grens vanaf de kruising met de A4/E25/E411 ter hoogte van Sterpenich tot de kruising met de Franse grens.

- De Franse grens tot aan de kruising ervan met de rue Mersinhat ter hoogte van Chassepierre.

- De rue Mersinhat tot aan de kruising ervan met de N818.

- De N818 tot aan de kruising ervan met de N83.

- De N83 tot aan de kruising ervan met de rue des Sources ter hoogte van Chassepierre.

- De rue des Sources, de rue Antoine, de rue de la Cure en de rue du Breux tot aan de kruising ervan met de rue Blondiau ter hoogte van Laiche.

- De rue Blondiau en Nouvelle Chiyue tot aan de kruising ervan met de rue de Martué ter hoogte van Martué.

- De rue de Martué tot aan de kruising ervan met de rue des Aubépines ter hoogte van Lacuisine.

- De rue des Aubépines tot aan de kruising ervan met de N85.

- De N85 tot de kruising met de rue de Neufchâteauteau ter hoogte van het gehucht Hosseuse.

- De rue de Neufchâteau vervolgens de rue de la Motte tot aan de kruising ervan met de N894 in Suxy.

- De N894 tot aan de kruising ervan met de N85 ter hoogte van Lacuisine.

- De N85 tot aan de kruising ervan met de N83 ter hoogte van Florenville.

- De N83 tot aan de kruising ervan met de N891 ter hoogte van Jamoigne.

- De N891 tot aan de kruising ervan met de N88 ter hoogte van Gérouville.

- De N88 tot aan de kruising ervan met de rue Baillet Latour ter hoogte van Latour.

- De rue Baillet Latour tot aan de kruising ervan met de N811.

- De N811 tot aan de kruising ervan met de N88.

- De N88 tot aan de kruising ervan met de N883 ter hoogte van Aubange.

- De N883 tot aan de kruising ervan met de N81.

- De N81 tot aan de kruising ervan met de A4/E25/E411 ter hoogte van Weyler.

- De A4/E25/E411 tot aan de kruising ervan met de Luxemburgse grens ter hoogte van Sterpenich.

Noord-westelijk deel

- De N801 vanaf de kruising ervan met de N40 ter hoogte van Hamipré tot aan de rechterkruising ervan met een landweg na de kruising ervan met de weg naar Assenois.

- Deze landweg naar de route Le Scalpé, ter hoogte van het gehucht Monplainchamps.

- De route Le Scalpé tot aan de kruising ervan met de N85.

- De N85 tot aan de kruising ervan met de N40 ter hoogte van Neufchâteau.

- De N40 tot aan de kruising ervan met de N801 in Hamipré.

Noord-oostelijk deel

- De A4/E25/E411 vanaf de kruising ervan met de N825 tot aan de kruising ervan met de N40 ter hoogte van afrit Léglise.

- De N40 tot aan de kruising ervan met de N802 ter hoogte van Offaing.

- De N802 tot aan de kruising ervan met de N825.

- De N825 tot aan de kruising ervan met de A4/E25/E411.

C. Waakzaamheidsgebied

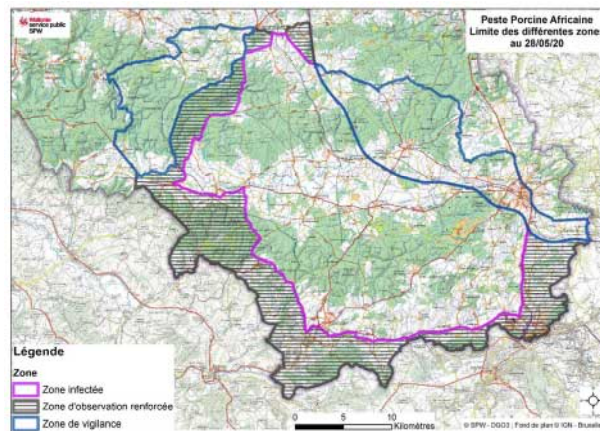
Het waakzaamheidsgebied wordt afgebakend door volgende grenzen (in wijzerzin) :

Oostelijk deel

- De autosnelweg A4/E25/E411 vanaf de kruising met de Luxemburgse grens ter hoogte van Sterpenich tot de kruising met de N40 ter hoogte van Léglise.
- De N40 tot aan de kruising ervan met de rue du Tombois ter hoogte van Behême.
- De rue du Tombois tot aan de rue du Pierroy ter hoogte van Louftémont.
- De rue du Pierroy, de rue Saint-Orban en de rue Saint-Aubin tot aan de rue des Cottages ter hoogte van Vlessart.
- De rue des Cottages en de rue de Relune tot aan de kruising met de N867.
- De N867 tot aan de kruising ervan met de N87 ter hoogte van Heinstert.
- De N87 tot aan de kruising ervan met de rue du Burgknapp te Heinstert.
- De rue du Burgknapp tot aan de kruising ervan met de rue de la Halte te Nobressart.
- De rue de la Halte tot aan de kruising ervan met de rue du Centre.
- De rue du Centre en de rue de l'Eglise tot Thiaumont.
- De rue du Marquisat, de rue de la Carrière en de rue de la Lorraine tot Lischert.
- De rue du Beynert en Millewee tot aan de kruising ervan met de N4 ter hoogte van Metzert.
- De N4 tot aan de kruising ervan met de Luxemburgse grens.
- De Luxemburgse grens tot aan de kruising ervan met de A4/E25/E411.

Westelijk deel

- De N83 vanaf de kruising ervan met de rue des Sources ter hoogte van Chassepierre tot aan de kruising met de N884.
- De N884 tot aan de kruising ervan met de N824.
- De N894 tot aan de kruising ervan met Le Routeux ter hoogte van Gribomont.
- Le Routeux, de rue d'Orgéo en de rue de la Vierre tot aan de kruising ervan met de rue du Bout-d'en-Bas ter hoogte van Orgeo.
- De rue du Bout-d'en-Bas, de rue Sous l'Eglise, de rue Notre-Dame en de rue du Centre tot aan de kruising ervan met de N845 ter hoogte van Biourge.
- De N845 tot aan de kruising ervan met de N85 ter hoogte van Neufchâteau.
- De N85 tot aan de kruising ervan met de rue des Aubépines ter hoogte van Lacuisine.
- De rue des Aubépines tot aan de kruising ervan met de rue de Martué.
- De rue de Martué, Nouvelle Chiyue tot aan de kruising ervan met de rue Blondiau ter hoogte van Laiche.
- De rue Blondiau, de rue du Breux, de rue de la Cure, de rue Antoine en de rue des Sources tot aan de kruising ervan met de N83.

Kaart

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2020 houdende verscheidene maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.

Namen, 16 juli 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER